

Différences



NOVEMBRE 1989 - No 94 - 10F

E D I T O

FISSURES DANS L'APARTHEID

L'indépendance de la Namibie - occupée par l'Afrique du Sud depuis 1920 - constitue un échec cuisant pour les dirigeants de Prétoria. Le contrôle de cette "province", en violation des décisions de l'ONU, était devenu pour eux très difficile après les revers militaires subis par leurs troupes et leurs mercenaires de l'UNITA, en territoire angolais.

En Afrique du Sud même, par les effets d'une organisation sociale rétrograde et du combat que mène le mouvement anti-apartheid, par la pression des sanctions extérieures, effectives ou menaçantes, l'économie se trouve ébranlée, le pays devient, selon le mot d'ordre de l'ANC, de plus en plus "ingouvernable". Obligé de manœuvrer en recul, le nouveau président, Frederick De Klerk, feint de maîtriser des évolutions qu'il ne peut empêcher. C'est dans ce contexte qu'il libère Walter Sisulu et d'autres responsables des luttes de libération. (lire article p. 6)

A l'évidence, les dirigeants sud-africains, même contraints à des concessions, sont prêts à tout pour sauvegarder l'essentiel de l'apartheid, y compris la Namibie.

Il est d'autant plus inadmissible qu'ils reçoivent de l'extérieur les soutiens qui conditionnent leur domination : soutiens moraux, avec la tournée des rugbyens ; soutiens économiques, avec la croissance des échanges commerciaux et la complaisance des banques internationales qui viennent une fois de plus de les tirer d'embarras en rééchelonnant leurs dettes.

Pour ceux qui combattent le racisme, les succès remportés sont un encouragement à intensifier la mobilisation contre le régime criminel.

Albert LEVY

PROCHAINE ACTION NATIONALE DU MRAP

LES ASSISES POUR L'EGALITE

Les Assises pour l'égalité se veulent comme une journée inter-active dont le but sera de désigner les mécanismes de l'exclusion et découvrir, dans le témoignage et la détente, les chances de l'égalité.

Le 9 décembre prochain se tiendront à Paris les Assises du Mrap pour l'égalité. L'idée en a germé au congrès (Grenoble, juin 1989) après que fut constaté le paradoxe entre l'enracinement du racisme dans la société et la médiatisation des dénonciations du racisme. Celles-ci restent, en effet, trop souvent, incantatoires ou symboliques. Ni le rapport Hannoun qui abordait de front certaines des causes du développement du racisme, ni les diverses études sur la question du logement ou de l'école (1) n'ont donné lieu à des mesures d'envergure que le Premier ministre se proposait pourtant il y a quelques mois de présenter à l'Assemblée nationale.

Le droit de vote est tombé dans l'oubli aussitôt les échéances électorales dépassées, la loi Joxe (2) n'a pas répondu aux espoirs qu'elle avait soulevés et l'affaire des foulards est venu focaliser une fois de plus l'attention de l'opinion publique sur l'immigration maghrébine et ses identités culturelles.

Ces Assises, conçues comme un "flash" sur la réalité et le dynamisme de la société civile, devraient se dérouler en une "journée inter-active". Autour des questions qui auront été retenues par les comités locaux (3), en fonction de leur expérience sur le terrain, les témoignages seront émaillés de projections de films, de diapositives, de séquences théâtrales...

L'EXERCICE DE LA CITOYENNETE

A l'heure où nous mettons sous presse, Grenoble, Marseille, Avignon, Grasse, Nantes, les Yvelines préparent ardemment leur entrée en scène. Avec leurs partenaires locaux (associations, radios, syndicats, juristes, sociologues, etc), ils rassemblent et mettent en forme ce qu'ils auront jugé prioritaire de faire connaître. Un double objectif est fixé à cette rencontre :

1°) Donner à voir, à lire ou à entendre comment concrètement les discriminations (sociales, économiques, juridiques) dont sont victimes les immigrés et les Français d'origine appartenant aux couches sociales les plus défavorisées bloquent leur exercice réel de la

citoyenneté. Mais aussi comment, comme à Dreux, à Paris 20ème, ou à Annecy, l'action collective et le dialogue ouvrent la perspective à des solutions concrètes dans le domaine du logement, de l'école ou en ce qui concerne la cohabitation de communautés aux pratiques culturelles différentes.

2°) Un bilan devra être dressé afin de fournir au Mouvement et éventuellement aux pouvoirs publics des propositions, les meilleures, les plus susceptibles de systématisation pour que les choses évoluent. Et que l'on sorte des discours sans lendemain.

CE QUI NOURRIT LE RACISME

Quatre séquences sont à l'heure actuelle retenues : logement et conditions de vie, école et éducation, droits civiques, police et justice. En mettant clairement en évidence les inégalités les plus criantes, on pourra saisir de façon plus précise, et mieux localisée, comment elles nourrissent le racisme.

Un film-vidéo, actuellement en tournage, sur le thème des accents de l'hexagone, sera présenté par son réalisateur, Daniel Kupferstein (de la commission antisémitisme et néonazisme).

C'est parce que le Mrap a l'ambition de toujours faire aboutir le discours contre le racisme et les exclusions sur des actes vivants qu'il en appelle à toutes les bonnes volontés, à tous les témoins et acteurs de la vie dans la cité pour décider ensemble de ce qu'il y a lieu de faire. Plusieurs associations ont été invitées, certaines ont déjà donné leur accord de principe (JALB, Nanas Beurs, Radio-Beur, enseignants de Montfermeil, etc). Sociologues, chercheurs, psychanalystes, écrivains viendront également se mêler au débat de reconstitution de la vie dans la cité pour mieux l'améliorer.

(1) Cf dossier p.6/7.

(2) lire article p.3.

(3) L'ensemble des interventions n'est pas fixé à l'heure où nous mettons sous presse ce numéro. Pour tous renseignements et proposition d'intervention, adressez-vous à Norbert Haddad, coordinateur des travaux de préparation des Assises, au siège du Mouvement.